

# La Presse

I . La Presse. 1837-02-12.

**1/** Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

**2/** Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

**3/** Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

**4/** Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

**5/** Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

**6/** L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

**7/** Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter [utilisation.commerciale@bnf.fr](mailto:utilisation.commerciale@bnf.fr).





DIMANCHE, 12 FÉVRIER.

ANNONCES : 1 fr. 50 c. la ligne.  
Ou les reçoit  
aux bureaux du Journal  
RUE SAINT-GEORGES, 10.

## FRANCE. — PARIS, 11 février.

Il est évident que la première condition d'existence et de durée pour un gouvernement, c'est moins d'être fort que d'être le plus fort. Attendre cette domination d'un amas plus ou moins considérable de lois, comme le voudrait M. Foulfrède, ce serait attendre une statue d'un maillet et d'un ciseau qu'on poserait sur un bloc. Les lois sont un outil, il leur faut un ouvrier qui les manie ; or, comme dit le vulgaire, il n'y a pas de mauvais outil pour un bon ouvrier. D'un autre côté, attendre cette domination d'un système de liberté politique absolue, comme le voudrait M. l'abbé de Lamennais, c'est semer la confusion dans l'espérance de moissonner l'ordre, c'est tuer le chien dans l'attente que le troupeau se gouvernera lui-même, c'est ôter les chefs à une armée, dans la pensée que les soldats seront mieux commandés quand il n'y aura plus d'officiers ; en outre, c'est supposer que toutes les félicités humaines sont contenues dans l'honneur d'être membre du corps électoral, et que tout citoyen qui dépose son vote dans l'urne en retire immédiatement le bien qui manquait à son ventre et l'habit qui manquait à son dos ; auquel cas M. l'abbé de Lamennais ferait de plus grands miracles que Jésus-Christ lui-même, car Jésus-Christ ne nourrissait les multitudes qu'avec cinq pains et cinq poissons, tandis que M. de Lamennais paraît se proposer de nourrir le peuple français avec des boules blanches et avec des boules noires.

Non ; ni les lois, ni la liberté absolue ne contiennent aujourd'hui la force. La force est quelque chose qui varie selon les temps. Au moyen-âge, un moine était plus fort qu'un régiment. A Venise, un sbire faisait trembler, à lui seul, tout un quartier de la ville. Au dix-huitième siècle, un pamphlétaire était plus redoutable qu'un duc et pair. Sous l'empire, un sous-lieutenant avait plus d'influence qu'un conseiller. Aujourd'hui, un journaliste est plus puissant qu'un maréchal de France.

La force est donc, comme on voit, quelque chose de très variable dans sa forme. Ce qui était fort hier, ne l'est plus aujourd'hui ; ce qui est aujourd'hui, ne le sera peut-être plus demain. Louis XIV ayant pour lui les comtes, les marquis, les ducs et les évêques, réunissait dans sa main toute la masse de puissance sociale que renfermait le dix-septième siècle ; Charles X, qui avait également pour lui les évêques, les ducs, les marquis et les comtes, a été renversé par de médiocres journalistes et par de médiocres avocats. La majesté de Napoléon était rehaussée et raffermie par ces états-majors d'officiers recueillis sur tous les champs de bataille de l'Europe ; aujourd'hui, si la royauté nouvelle, démesurément engourdie d'épaulettes, était jamais, ce dont Dieu la garde, mise en sérieux péril, tous les généraux gouteux et inutiles qui l'entourent ne lui rendraient pas avec leurs sabres le quart du service que pourrait lui rendre un homme de lettres avec une pièce de théâtre, ou avec un journal. Cela vient de ce que les peuples changent de loin en loin de croyances morales ; tantôt ils s'inclinent devant le prêtre, tantôt devant le soldat, tantôt devant l'artiste. Hier c'était l'étoile qui régnait, aujourd'hui c'est l'épée, demain ce sera la plume. Comme nous disions, la force ne demeure pas long-temps au même endroit. La science du gouvernement consiste à deviner quand la force change de place, et à s'associer étroitement l'agent nouveau dans lequel elle se personnifie.

Tant que l'église et la féodalité ont été les deux plus grandes puissances en France, sur qui se sont appuyés les rois ? Sur la féodalité et sur l'église. Qui avaient-ils pour ministres ? Des évêques et des grands seigneurs. Lorsque la féodalité a commencé à être abattue, les rois ont bien maintenu les évêques dans leurs conseils, mais ils en ont exclu les grands seigneurs, pour y mettre les gentilshommes obscurs et capables. Sully, le duc d'Épernon et le connétable de Lesdiguières sont les trois derniers grands seigneurs qui aient été ministres. On touchait à Louis XIV. A partir de là, la noblesse du second et du troisième ordre, les Louvois, les Richelieu, les Choiseul, les Maurepas, les Séguir, sont arrivés aux affaires. Il y a ceci de remarquable que la qualité et l'importance personnelle des gentilshommes qui étaient ministres, ont baissé en même temps que baissait le crédit général de la noblesse ; l'église au contraire s'étant maintenue jusqu'au bout, a été représentée par un cardinal dans le dernier ministère de l'ancien régime.

Vers 1788, l'instinct de la France sentait vaguement que la force sociale allait se déplacer. A cette époque, les philosophes et les économistes, c'est à dire l'élément de la discussion, l'élément intellectuel, l'élément libéral, avaient la faveur populaire. En quelques années, la force avait tellement quitté la noblesse pour passer en eux, que l'opinion fit le bourgeois Necker ministre malgré la cour, et qu'une révolte immense de la clameur publique força Louis XVI de le reprendre après l'avoir renvoyé. A ce moment, ce n'était donc plus un descendant de saint Louis qui était roi, c'était un bourgeois de Coppet. Pourquoi ? parce que le bourgeois, résumant en lui les principes vivants de son époque, tirait sa force de l'adhésion générale ; et que le fils de saint Louis, résumant en lui les souvenirs d'une aristocratie caduque, ne s'appuyait plus que sur des noms sans prestige, sur des épées brisées, sur des dieux évanouis.

En qui réside aujourd'hui la force sociale ? Qui est-ce que les peuples écoutent ? A qui obéit l'opinion ? Telle est la question qu'il faut s'adresser à cette heure, afin de savoir quels auxiliaires le pouvoir doit se donner, quels adhérents, quels collaborateurs il faut qu'il se choisisse ; car de songer à conduire la France, en laissant en dehors de soi ce que la France aime, écoute, applaudit, ce serait témérité ; car de penser avoir en soi la force, en négligeant à côté de soi ce qui donne la force, ce serait folie. Est-ce que Louis XII aurait pu gouverner sans un évêque ou sans un gentilhomme ? Est-ce que Napoléon aurait pu gouverner sans un maréchal ? En un mot, est-ce qu'il peut y avoir un pouvoir solide sans attirer et sans absorber en soi tous les pouvoirs contemporains ?

Quels sont donc les pouvoirs de notre époque ? — Le grand pouvoir de notre époque, c'est l'intelligence, c'est l'aptitude. Aujourd'hui, le plus fort, c'est le plus capable. Les plus capables en tout, même tout. L'un mène l'art, l'autre mène la science, celui-ci mène l'industrie, celui-là mène le commerce, ce dernier mène la finance ; à eux tous, ils sont ce qu'Homère appelait les pasteurs des peuples ; à eux tous, ils sont les législateurs suprêmes des législateurs ; à eux tous, ils sont les rois des rois.

Que voulez-vous donc faire, dites-le moi, vous qui n'avez du pouvoir que l'habit, si vous ne faites pas cause commune avec ceux qui en ont la réalité et la prérogative ? Commanderez-vous à l'art ? mais l'art ne reconnaît de maître que celui qui le conçoit et qui le féconde. Commanderez-vous à la science ? mais la science n'obéit qu'à celui qui la pénètre et qui l'agrandit. Commanderez-vous à l'industrie ? mais l'industrie ne se confie qu'à celui qui lui calcule son chemin et qui lui assure ses chances. Commanderez-vous au commerce ? mais le commerce n'écoute que celui qui comprend sa pente, qui devine ses besoins et qui les contente. Commanderez-vous à la finance ? mais la fi-

nance ne se laisse conduire qu'à celui qui tient d'une main ferme le fil de son labyrinthe. Vous le voyez donc, tous les éléments sociaux ont une destinée propre qui ne dépend pas de vous ; tous les faits de la société et de la politique se divisent en groupes ayant des chefs naturels et ces chefs ce n'est pas vous ; par vous-mêmes, vous ne commandez à rien, et vous ne tenez rien ; par vous-mêmes, vous êtes des rois sans sujets, des ministres sans subordonnés, des maîtres sans serviteurs, des prêtres sans fidèles.

Et non seulement vous ne conduisez pas les faits sociaux, mais d'autres les conduisent. Croyez-vous que ce soit un ministre ou un poète, qui conduise l'art ; un ministre ou un savant, qui conduise la science ; un ministre ou un fabricant, qui conduise l'industrie ; un ministre ou un négociant, qui conduise le commerce ; un ministre ou un banquier, qui conduise la finance ? On se trompe en croyant que les ministres d'aujourd'hui logent rue de Grenelle, ou rue de Varennes, ou rue de Rivoli, ou place Vendôme : les ministres, les vrais ministres, les ministres qui se moquent des coteries de la chambre et à qui M. Dupin n'ôttera pas la majorité, résident là où résident les chefs naturels de la pensée et de l'activité de cette époque.

Que peut donc faire le gouvernement d'aujourd'hui pour avoir la force ? L'emprunter à ceux en qui elle réside. Et comment la leur emprunter ? En se les associant ; en les mettant dans le gouvernement lui-même ; en faisant que le pouvoir dirigeant ne soit plus une fiction en lutte avec des réalités extérieures, mais une réalité, une réalité générale et supérieure, résumant tout et dominant tout, une mer dans laquelle se dégorgeant tous les fleuves, une gerbe dans laquelle soient liés tous les épis, un ciel dans lequel scintillent toutes les étoiles.

Ainsi, faites le gouvernement avec des hommes, et ne le faites pas avec des lois.

Qu'il n'y ait pas une gloire, qu'il n'y ait pas une vertu, qu'il n'y ait pas une grande intention qui ne vous appartienne ; emparez-vous des artistes, des savants, des industriels, de tout ce qui pense et de tout ce qui travaille, enfin de tout ce qui exerce une juridiction sur quelque chose et un pouvoir sur quelqu'un. Commandez par ceux qui commandent, plaisez par ceux qui plaisent, réglez par ceux qui règnent.

Tant que vous ne procéderez pas ainsi, tant que vous laisserez en dehors de vous des principes et des faits qui sont plus forts que vous ; tant que vous laisserez grandir des influences positives à côté de vos influences nominales, vous n'aurez qu'un pouvoir précaire et qu'une existence fugitive, et l'on aura grand tort de vous empêcher de prendre l'exergue de l'ancien régime, car c'est de vous surtout qu'on pourra dire que vous réglez par la grâce de Dieu.

Et surtout, marquez fortement les cadres de votre organisation et calculez bien les degrés de votre hiérarchie. Ne faites pas, comme nous disions hier, une nation de plain-pied, mais une nation en amphithéâtre. Que toute ambition honnête puisse avoir un but, à viser, tout travail un grade à conquérir, tout effort une récompense à atteindre. Bien évidemment l'aristocratie qu'il s'agit de reconnaître aujourd'hui, car elle existe, et s'il n'en existait pas, nous considérerions comme une folie d'en vouloir créer une, l'aristocratie qu'il s'agit de reconnaître aujourd'hui, ce n'est pas celle de la naissance. Celle-là a fait glorieusement son temps ; mais elle est morte. Ce n'est pas non plus l'aristocratie de l'argent, car, hasard pour hasard, nous aimerions encore mieux celui de la naissance que celui de la bourse, parce que si l'on à quelque fois pu reprocher aux nobles d'avoir volé leurs parchemins, on a pu beaucoup plus souvent encore reprocher aux financiers d'avoir volé leurs écus. L'aristocratie d'aujourd'hui et de l'avenir, c'est l'aristocratie de la capacité. Eh ! bien, que toute aptitude ait un motif de se développer et tout talent une raison de se produire, et qu'il n'y ait pas une idée et un œuvre qui ne fassent monter dans l'hiérarchie sociale la tête par qui elle naît et la main par qui elle s'exécute.

Surtout encore, classez les choses et les hommes, et ne les laissez pas cahoter comme à présent. Dans le temps où nous sommes, qui est-ce qui fait vraiment son œuvre naturelle et qui remplit son office prédestiné ? est-ce l'université qui enseigne ? non, ce sont les hommes de lettres. Est-ce le gouvernement qui discute les questions politiques ? non, ce sont les journaux. Tout est mêlé, bouleversé. Tel, qui serait un bon administrateur, rime de mauvais couplets de vaudeville ; tel, au contraire, administre misérablement, qui serait un artiste distingué. Celui-ci, qui ferait un professeur de mérite, se gaspille et se perd dans la presse quotidienne ; celui-là se fourre d'hermine et se déguise en magistrat, qui eût été naturellement un habile industriel. C'est ainsi que les forces s'usent et se perdent par un emploi mal combiné ; que le gouvernement, au lieu de choisir ses agents, vérification faite de leur aptitude, leur fait au contraire leur éducation, nomme préfet un ingénieur et met aux cultes un employé de la guerre.

En un mot, mettez chaque chose à sa place, les esprits supérieurs en haut, les médiocres au milieu, les nuls au bas de l'échelle. Peut-il y avoir une plus grande justice que celle qui se mesure sur les œuvres ?

La société ne sera solidement constituée que lorsqu'elle sera sur des bases vraies, c'est-à-dire lorsque les faits y seront classés selon leurs diverses valeurs ; lorsque ceux qui conduisent tel ou tel groupe d'intérêts ou d'idées en seront les chefs naturels ; lorsque la pesanteur spécifique des choses leur aura fait prendre à chacune son niveau, et aura placé en haut les esprits, au bas la matière, d'abord l'élite, puis la multitude ; enfin, lorsque tous auront également pour point de départ l'égalité civile ; pour distance à parcourir, l'hiérarchie sociale ; pour point d'arrivée, l'aristocratie intellectuelle.

Si nous résumons ceci, il nous paraît que le but du gouvernement étant de conduire, il doit être fort. Or, la force résidant tantôt en tel fait social, tantôt en tel autre, la science du gouvernement consiste à reconnaître le fait en qui se résume la force d'une époque, et à se l'associer étroitement. Aujourd'hui, le fait le plus puissant, le fait roi, c'est l'intelligence. Le gouvernement doit donc s'appuyer sur les hommes intelligents ; sur les hommes supérieurs en tout genre, ne pas souffrir qu'ils se développent en dehors de lui et qu'ils acquièrent en leur propre nom une portion de la puissance générale, qu'il lui faut toute. En outre, le plus vif excitant de l'activité humaine étant l'émulation et la gloire, il faut que toute ambition ait une échelle à monter ; en outre enfin, la voie la plus expéditive de tout travail étant l'ordre, il faut qu'il y ait un bon classement des aptitudes, et une corrélation aussi parfaite que possible entre les capacités et les fonctions.

A côté de cela, qui est le vrai, faites toutes les lois que vous voudrez, ou décrêtez toutes les libertés imaginables ; faites conduire la nation par des procureurs du roi ou par des clubs ; vous vous agiterez, mais vous ne marcherez pas ; vous tomberez morts de fatigue, mais l'œuvre restera toute entière, car vous n'aurez négligé qu'une petite chose, les faits.

Le roi vient de commencer en une détention perpétuelle la peine de mort portée, contre le brigadier Bruyant par le conseil de guerre de Tours. La France applaudira à cette haute clémence qui a prouvé depuis six ans, au milieu des plus difficiles épreuves, qu'elle est toujours prête à accueillir le repentir qui monte vers elle, qu'elle a sauvé tout ce qui a pu être sauvé, et qu'elle n'a jamais eu pour limites que l'étroit espace qui sépare la bonté de l'homme de la faiblesse du prince.

La chambre a voté aujourd'hui, après quinze jours de discussion, la loi sur les attributions municipales. L'espace nous manque pour en parler avec quelque développement, et nous serons forcés de revenir sur cette matière. Il y a en ceci de remarquable que la commission a été battue à peu près sur tous les points où elle s'était écartée du projet du gouvernement, et que la chambre, qui compte beaucoup de maires parmi ses membres, a donné ainsi raison au travail réfléchi de l'administration contre le pêle-mêle des amendements sans liaison, avec lesquels l'opposition cherche toujours à enchevêtrer la discussion des lois.

Nous donnons aujourd'hui la liste complète des membres de la commission du budget. Vingt-cinq appartiennent à la majorité ; onze au tiers-parti ; l'opposition systématique ne compte pas un seul membre de son opinion. C'est un fait caractéristique qui mérite d'être signalé ; car il ne s'était pas encore produit depuis 1830.

La nomination des commissaires du premier bureau n'a eu lieu qu'après une sérieuse discussion sur la question de l'amortissement qu'ont traitée MM. Thiers et Ganneron.

M. de Salvandy a été nommé, à la majorité de cinq voix contre quatre, rapporteur du projet de loi sur la compétence des conseils de guerre.

La commission chargée de l'examen du projet de loi sur l'isolement des aliénés, a fait un appel aux lumières spéciales de M. Esquirol, qui s'est rendu auprès d'elle et lui a fourni des renseignements sur les dispositions du projet.

Le sergent Garcia, si complètement oublié depuis les événements de la Granja, vient de reparaitre sur la scène politique ; mais cette fois, il sera moins heureux ; voici ce que nous transmet notre correspondant de Madrid, sous la date du 8 février :

L'événement le plus important du jour, c'est l'attaque directe et très grave du sergent Garcia, l'un des héros de la Granja, contre M. Mendizabal. Depuis cette révolution, accomplie par son bras, Garcia n'a cessé de montrer des prétentions exorbitantes. Il semblait que le service rendu à quelques personnages politiques, ne pût jamais être assez chèrement payé. Le ministre s'est plus vite lassé de le satisfaire que le sergent ne s'est fatigué de demander. Hier, Garcia qui est un homme de résolution, a pris le parti de se poser en faction devant l'hôtel du ministre des finances, comptant pouvoir ainsi l'aborder. M. Mendizabal, à sa sortie de la chambre, étant retourné à son hôtel, Garcia s'approcha de lui, et, n'obtenant pas ce qu'il désirait, il reprocha hautement au secrétaire d'Etat l'ingratitude dont il faisait preuve envers un homme qui l'avait fait ministre. — Cette fois, vous ne me tromperez plus par de belles promesses, s'écria le sergent, en saisissant le ministre au collet : une lutte s'engagea, mais bientôt les soldats de garde, accourus aux cris de M. Mendizabal, y mirent fin en se saisissant du héros de la Granja, qui fut entraîné en prison. Aujourd'hui le sergent, du fond de son cachot, réclame non seulement la liberté, mais encore le prix de son dévouement patriotique ; mais, avant tout, il réclame des juges ; il y a tout lieu de croire que cette justice lui sera refusée ; un procès au principal acteur de la dernière révolution serait trop fécond en scandales pour que le ministère veuille risquer cette épreuve ; Garcia ne sera pas appelé à la barre : les Canaries l'attendent !

## PARLEMENT ANGLAIS.

La chambre des communes a continué, dans sa séance du 8 février, la discussion relative au bill des corporations municipales de l'Irlande. Lord Morpeth, membre du cabinet pour l'Irlande, sir John Hobhouse et lord John Russell, auteur du bill, ont défendu avec conviction et chaleur les projets du gouvernement. Leurs discours ont trait surtout à l'administration éclairée de lord Mulgrave et à des détails d'un intérêt purement local. Sir John Graham et sir Robert Peel ont protesté contre ce langage des champions de l'Irlande ; sir Robert Peel a surtout cherché à démontrer l'impossibilité d'appliquer le même système d'idées à l'Angleterre et à l'Irlande. Il s'est défendu d'avoir tiré son influence des sociétés orangistes, pour arriver de là à condamner l'existence de l'association irlandaise.

La réponse de lord John Russell a détruit les arguments présentés par sir Robert Peel. La fin de ce discours a produit une vive sensation. La chambre a autorisé la lecture du bill sans même aller aux voix.

## Chronique.

Hier au soir, le roi a travaillé avec M. le président du conseil et ensuite avec M. le ministre de la justice.

Dans la soirée, M. le duc de Choiseul, M. le baron de Montmorency, M. le comte d'Argout, gouverneur de la banque, M. le comte de Rambuteau, préfet de la Seine, ont eu l'honneur d'être reçus par le roi.

MM. les ducs d'Orléans, de Nemours et le prince de Joinville ont honoré de leur présence le théâtre du Vaudeville.

Aujourd'hui MM. les ministres de la marine, de l'instruction publique, de l'intérieur et du commerce ont travaillé successivement avec S. M.

M. le maréchal Gérard a eu l'honneur d'être reçu par la reine.

Au dernier bal donné à Bruxelles par la reine des Belges, bal qui était costumé, S. M. portait le costume de Marie de Bourgogne. Sa robe de velours épinglé, couleur chamois, était semée de grandes fleurs en velours plein couleur Mascara. Sa coiffure était composée d'une resille d'or sur un fond rouge, et surmontée d'une couronne royale enrichie de brillants, d'émeraudes et de rubis. Il serait difficile, selon les journaux belges, de dire toute l'élégante richesse du costume de S. M., le plus beau que l'on ait encore remarqué aux nombreux bals costumés de la cour.

Avant-hier, la chambre de commerce du département de la Seine s'est réunie dans son local ordinaire, au palais de la Bourse. Cette chambre est appelée à donner en ce moment son avis sur plusieurs questions industrielles et commerciales, notamment sur le projet de loi d'imposition des sucres indigènes, et sur l'établissement de plusieurs chemins de fer.

On parle de l'établissement prochain de relations maritimes et commerciales entre la Hollande et la Belgique. Un service régulier de bâtiments à vapeur se prépare déjà entre Gand et Rotterdam. Ces communications commerciales sont les préliminaires du rétablissement des relations politiques entre les deux nations.

L'emprunt qui se négociait depuis long-temps à Londres, entre les agents du gouvernement espagnol et plusieurs maisons de banque anglaises, et que nous avions annoncé il y a quelque temps, a été, assu-



t-on, conclu et signé au commencement de cette semaine. Le capital nominal de l'emprunt serait de 2,500,000 liv. sterl. (62,500,000 fr.), et les revenus de l'île de Cuba seraient spécialement affectés au remboursement du capital ainsi qu'au service des intérêts.

La circulation dans les rues de Paris devient tous les jours plus difficile et plus dangereuse, principalement dans les quartiers du centre, par suite du nombre toujours croissant de voitures de toute espèce qui se croisent en tout sens.

Quelles que soient les mesures de sûreté ordonnées par l'autorité, quels que soient le zèle et l'activité déployés par les agents chargés de surveiller l'exécution de ces mesures, des accidents funestes attristent encore trop souvent la population.

Ces accidents seraient sans doute moins fréquents, si le public venait en aide à l'autorité, et lui facilitait les moyens d'assurer la liberté de la circulation.

C'est dans ce but que l'administration croit utile de rappeler aux habitants de Paris que la chaussée des rues doit être exclusivement réservée aux voitures, et qu'il serait à désirer que les piétons s'abstiennent de circuler au milieu des rues, et adoptassent par préférence les trottoirs ou le côté des maisons, en ayant soin de prendre toujours la droite sur chaque trottoir.

Si cet usage, qui existe depuis long-temps à Londres, entrait dans les habitudes de la population, il est hors de doute que la circulation deviendrait plus facile, et que, par suite, le nombre des accidents diminuerait progressivement.

## Correspondance particulière de la Presse.

ESPAGNE. — Madrid, 3 février. — La séance secrète qui s'est tenue hier a été favorable aux vues du gouvernement. Les députés catalans n'ont pas su soutenir le rôle qu'ils avaient voulu prendre, et M. Calatrava, à qui ils avaient fait la partie très belle, l'a gagnée.

On parle d'une insurrection militaire, qui aurait éclaté à Vittoria. Divers cris ont été proférés : « Vive le statut royal ! » à bas les ministres ! Cette nouvelle n'est pas officielle. Les dernières dépêches d'Espartero sont affligeantes. Ce général est forcément immobile ; il attend de l'argent.

On parle dans plusieurs cercles de l'organisation d'une société secrète, projetée par les hommes d'une opinion modérée. Cette société porterait le titre de Jovellanos. Le gouvernement ne paraît pas s'en être encore occupé sérieusement.

FRONTIÈRES D'ESPAGNE. — Bayonne, 7 février. — On écrit de Bilbao, qu'on élève deux forts, l'un sur la hauteur de Begona, et l'autre sur celle de Albia : les chrétiens vont y placer 8 pièces d'artillerie.

Le 2, 45,000 hommes ont été passés en revue dans les environs de Portugalette.

Les carlistes ont coupé la route de Pampelune à Vittoria sur plusieurs points.

Le quartier-général de don Carlos était encore le 2 à Durango.

On mande de la Corogne que le commandant d'une colonne volante, nommé Tiron, a défait aux environs de Buron, une bande rebelle qui a laissé plusieurs morts et une foule de prisonniers, au nombre desquels six moines, qui ont été fusillés sur-le-champ.

PORTUGAL. — Lisbonne, 25 janvier. — Les cortès, dans leur séance du 27, ont pourvu à la nomination de plusieurs commissaires. Les votes ont été ainsi répartis : commissaires chargés de rédiger l'adresse en réponse au discours de la couronne, le président, un membre de cette commission et quatre autres membres : Leonel Tavares Cabral, 56 voix ; da Silva Sanches, 55 ; Derramado, 26 ; de Sabroza, 25. — Commission des finances, 7 membres : Leonel Tavares Cabral, 57 voix ; Freire de Carvalho, 57 ; de Castro Pereira, 56 ; Derramado, 34 ; de Ribeiro, 30 ; da Silva Sanches, 30 ; da Talla, 44. — Commission des finances, 7 membres : da Gama, 72 voix ; Alves do Rio, 71 ; José Baucamp, 36 ; da Talla, 52 ; Franzini, 49 ; Pinto Bostos junior, 46 ; de Sanogeira, 42. Il a été décidé en outre dans la même séance, que les cortès siègeraient de 11 heures du matin à 4 heures du soir.

La situation financière du Portugal est fâcheuse. Tous les employés dans les divers départements sont en proie au dénuement le plus absolu. Plusieurs députés, afin d'assurer l'existence de ces malheureuses familles, ont proposé la création d'impôts temporaires ; mais cette mesure pourrait être difficilement exécutée, et le remède pourrait être pis que le mal. Le peuple ne paiera pas sans y être forcé : les ministres n'ont pas entre les mains tous les moyens nécessaires pour assurer ce service. Quelques négociations sont ouvertes pour amener la formation dans les cortès d'un tiers-parti, destiné à combattre les opinions extrêmes. Ce parti chercherait à s'appuyer sur la partie saine de la population, et il élèverait sur le pavois ministériel des notabilités qui n'ont pas jusqu'ici été encore appelées aux fonctions publiques : cette tâche sera longue.

On lit dans le journal portugais, *O Nacional* du 28 janvier, la protestation suivante :

« Monsieur le rédacteur, « Les officiers français en disponibilité à Lisbonne, ont appris avec douleur l'acte de démission commis par un officier qui a appartenu à l'un des corps auxiliaires de l'armée libératrice.

« Ils vous remercient, M. le rédacteur, de l'acte de justice que vous avez fait en mettant sur le compte d'une alienation mentale, la coupable et extravagante conduite de leur ex-camarade.

« Les officiers de l'armée portugaise, dont les officiers français ont partagé les dangers et les glorieuses fatigues, ne douteront pas de la sincérité de leurs regrets, et S. M. ne mettra pas un seul instant en doute la continuation d'un dévouement dont un grand nombre d'entre eux a donné des preuves en versant son sang pour sa cause.

« L'inconcevable procédé de M. Mercier doit donc être considéré comme un acte isolé de folie dont la responsabilité ne peut appartenir à personne, puisque, d'après ses antécédents, depuis quelques semaines, son auteur lui-même a agi évidemment sans préméditation et sans cause. »

(Suivent les signatures.)

## Actes du gouvernement.

### DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE ET DES CULTES.

Par ordonnance du 7 février, ont été nommés : Président de chambre à la cour royale de Riom, M. Molin, conseiller en ladite cour ;

Conseiller à la cour royale de Riom, M. Mandosse-Nerrez fils, conseiller-auditeur à la même cour. — Id. à la cour royale de Riom, M. Smith, procureur du roi près le tribunal de première instance de Saint-Etienne ;

Vice-président du tribunal de première instance d'Auxerre (Yonne), M. Gallois, juge au même siège ;

Substitut du procureur du roi près le tribunal de première instance d'Epinal (Vosges), M. Paullet, substitut du procureur du roi près le siège de Sarrebourg ;

Juge suppléant au tribunal de première instance de Troyes (Aube), M. Prévoist, avocat ; — id. au tribunal de première instance de Clermont (Oise), M. Leblan, avocat ; — id. au tribunal de première instance de Clermont (Oise), M. Pourrier, avocat à Laon ; — id. au tribunal de première instance de Meaux (Seine-et-Marne), M. Emile Boucher, avocat à Paris, en remplacement de M. Bonnefoy ;

Juge de paix du canton de Morestel, arrondissement de Bourgoin (Isère), M. Bertrand (Paul). — Id. du canton de Bretenoux, arrondissement de Figeac (Lot), M. Lescure, suppléant actuel. — Id. du canton de Labarthe, arrondissement de Bagnères (Hautes-Pyrénées), M. Layde-Laborde, avocat à Paris ;

M. Miron, juge au tribunal de première instance de Sancerre (Cher), remplira audit siège les fonctions de juge d'instruction ;

Suppléant du juge de paix du canton de Lamballe, arrondissement de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), M. Abbé (Victor) ; — id. du même canton, M. Cornillet (François) ; — id. de Quintin, même arrondissement, M. Brignon, propriétaire ; — id. du canton de Brionne, arrondissement de Bernay (Eure), M. Pien ; — id. du canton de Crémieu, arrondissement de Bourgoin (Isère), M. Guichard ; — id. du canton de Genes, arrondissement de Saumur (Maine-et-Loire), M. Baudry ; — id. du canton sud de Saumur, même arrondissement, M. Jahan, avocat licencié ; — id. du canton nord-est de Saumur, même

arrondissement, M. Favre ; — id. du canton de Lure, arrondissement de ce nom (Haute-Saône), M. Gigier ; — id. du canton de Valmont, arrondissement d'Yvetot (Seine-Inférieure), M. Dusaussey ; — id. du canton de Cerizais, arrondissement de Bressuire (Deux-Sèvres), M. Bernard ; — id. du canton d'Albert, arrondissement de Péronne (Somme), M. Delair, notaire ;

### DÉPARTEMENT DE LA GUERRE.

Par ordonnance en date du 8 février 1857, le roi a nommé dans le cadre d'activité du corps de l'intendance militaire :

A l'emploi de sous-intendant militaire de première classe, MM. les sous-intendants militaires de 2<sup>e</sup> classe Belloi de Kergorre, de Limoges, Larréguay, Dulcis, Dubois (J.-B.) et Evain ;

A l'emploi de sous-intendant militaire de 2<sup>e</sup> classe, MM. de Loyac, sous-intendant militaire de 2<sup>e</sup> classe, en non-activité ; de Tarlé, lieutenant-colonel de cavalerie ; Prétat, adjoint de 1<sup>re</sup> classe à l'intendance militaire ; de Goyon de Beaupré, sous-intendant militaire de 2<sup>e</sup> classe en non-activité ; Viriville, adjoint de 1<sup>re</sup> classe à l'intendance militaire ; Demanche, sous-intendant militaire de 3<sup>e</sup> classe ; Paquin, major au 1<sup>er</sup> régiment de cuirassiers (proposé pour le grade de lieutenant-colonel) ; Lonclas, adjoint de 1<sup>re</sup> classe à l'intendance militaire ; Segrestan, adjoint de 1<sup>re</sup> classe militaire ; Delafitte, adjoint de 1<sup>re</sup> classe à l'intendance militaire ;

A l'emploi d'adjoint de 1<sup>re</sup> classe, MM. le baron Delaporte, major de cavalerie ; Plumancy, chef de bataillon d'infanterie ; Drénaux, major au 12<sup>e</sup> régiment de dragons ; Junck et Donop, capitaines au corps royal d'état-major (proposés pour le grade de chefs d'escadron) ; Villemain, capitaine en premier au 5<sup>e</sup> régiment du génie (proposé pour le grade de major) ;

A l'emploi d'adjoint de 2<sup>e</sup> classe, MM. Vitteau, capitaine-trésorier au 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie ; Cicile, capitaine au corps royal d'état-major ; Dufour, capitaine-trésorier au 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie légère ; Bazire, capitaine d'habillage au 9<sup>e</sup> régiment de cuirassiers ; Souham, capitaine au 2<sup>e</sup> régiment de lanciers ; Dufour, capitaine à l'état-major particulier du génie ; Grimm, capitaine-trésorier au 33<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne ; Dubard, capitaine au corps royal d'état-major ; Loppin de Gemeaux, capitaine au corps royal d'état-major ; de Noël, capitaine au corps royal d'état-major ; Desrayard, capitaine à l'état-major particulier du génie ; Angot, capitaine-trésorier au 2<sup>e</sup> bataillon d'Afrique ; Rolland, capitaine à l'état-major particulier du génie ; Darricau, capitaine au 48<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne.

La loi du 9 juillet 1856, portant règlement définitif du budget de l'exercice de 1855, dispose, art. 13 : « Toutes saisies-arrêts ou oppositions sur des sommes dues par l'état, toutes significations de cession ou transports desdites sommes, et toutes autres ayant pour objet d'en arrêter le paiement, devront être faites entre les mains des payeurs, agents ou préposés, sur la caisse desquels les ordonnances ou mandats seront délivrés.

« Néanmoins à Paris, et pour tous les paiements à effectuer à la caisse du payeur central au trésor public, elles devront être exclusivement faites entre les mains du conservateur des oppositions au ministère des finances.

Toutes dispositions contraires sont abrogées.

Seront considérées comme nulles et non avenues toutes oppositions ou significations faites à toutes autres personnes que celles ci-dessus indiquées.

Nonobstant ces dispositions formelles, un grand nombre de personnes ayant des créances à exercer contre des militaires ont continué de former des oppositions entre les mains du ministre de la guerre.

Ces oppositions, aux termes de la loi précitée, sont radicalement nulles, et ne peuvent produire aucun effet. Le ministre de la guerre croit devoir en donner avis aux créanciers, et leur rappeler qu'il n'a aucune qualité pour recevoir ces significations ; qu'en conséquence elles seront refusées dans les bureaux de son département, et qu'il ne sera plus appesé de visa sur les originaux.

## Chambre des Députés.

### PRÉSIDENCE DE M. CUNIN-GRIDAIN.

#### Séance du 11 février.

SOMMAIRE. — Rapport de la commission des pétitions. — Développement de la proposition de M. Boudousquid. — Reprise de la proposition de M. Paixhans sur les servitudes militaires. — Suite de la discussion de la loi sur les attributions municipales. — Discussion de l'article 59 sur les réunions cantonales. — Rejet de cet article. — Vote du reste de la loi. — Scrutin sur la loi. — Adoption de la loi.

A deux heures un quart le président prend place au fauteuil. Le procès-verbal est lu et adopté. M. Merlin de l'Aveyron s'excuse de ne pouvoir se rendre à la séance.

L'ordre du jour appelle les rapports de la commission des pétitions. MM. Merlin (de l'Aveyron) et Vattry sont absents.

M. TESNIÈRES à la parole ; il présente un rapport sur la pétition suivante : Le sieur Crevel, ancien officier supérieur à la Chapelle-Saint-Denis, demande que, si on ne veut pas le reconnaître pour créancier de l'état, on lui accorde du moins la récompense qui lui serait légalement due par suite de services qu'il aurait rendus lors des désastres et de l'évacuation de Saint-Domingue.

Voici l'analyse du rapport de la commission :

Le sieur Crevel se trouvait à Saint-Domingue avec son navire américain lors de l'incendie du cap, en 1805 ; il pouvait acheter à vil prix des denrées et en charger son bâtiment, mais il aimait mieux sauver six cents Français qui, sans cela, eussent été égorgés. Capturé au mépris de la capitulation par l'escadre anglaise, M. Crevel perdit son navire et sa fortune. Il réclama de l'état 160,920 fr. par lui perdus dans cette circonstance ; mais sa demande fut rejetée en son absence par le conseil d'état.

Déjà plusieurs fois les chambres ont reconnu la justice de la réclamation du pétitionnaire, et il n'en saurait être autrement aujourd'hui. M. le rapporteur rappelle que le sieur Crevel ne peut pas être traité moins favorablement que le capitaine Cochran, qui a reçu une récompense nationale pour les services rendus par lui à des Français, lors des désastres de la Guadeloupe.

M. le rapporteur conclut au nom de la commission au renvoi de la pétition au président du conseil, afin qu'il examine s'il n'y a pas lieu de faire jouir le sieur Crevel du bénéfice de la loi de 1790, qui accorde une récompense nationale à ceux qui ont rendu des services à l'état.

Le renvoi est ordonné sans opposition.

M. TESNIÈRES rapporte la pétition suivante : « Le sieur Descampeaux, cultivateur à Noiremont (Oise), demande que les enfants nés de beaux-frères et de belles-sœurs soient légitimés par le mariage subséquent de leurs père et mère.

Sur les conclusions de la commission, l'ordre du jour est prononcé.

Le sieur Lefauriehon, à la Nouaille (Creuse), demande une loi qui règle le sort des enfants nés avant mariage contracté entre parents au degré prohibé.

La commission propose le renvoi à M. le garde-des-sceaux.

M. ROGER (du Loiret) : Déjà plusieurs pétitions sur le même sujet ont été renvoyées, par cette chambre et par celle des pairs, au garde-des-sceaux ; je désire savoir si M. le ministre est disposé à présenter un projet de loi sur ce sujet, afin de faire cesser l'incertitude qui règne sur l'état des enfants nés avant le mariage entre parents au degré prohibé. Je regrette que M. le ministre soit absent et ne puisse me répondre.

Le renvoi est ordonné.

M. VATTRY, autre rapporteur, monte à la tribune :

« Des porteurs de fonds espagnols, à Paris, se plaignent de ce que le traité de la quadruple alliance ne serait point exécuté, et ils demandent la coopération active de la France en Espagne. »

La commission propose l'ordre du jour, motivé sur ce que les pétitionnaires ont été avertis qu'il agissaient à leurs risques et périls, et que le désir du gain les a fait agir.

M. D'HARCOURT demande la parole : il s'oppose à l'ordre du jour, il le trouve peu conforme à l'opinion manifestée en dernier lieu par la chambre et par le gouvernement lui-même, qui a déclaré qu'il ne fallait rien préjuger sur tout ce qui concernait l'avenir de l'intervention.

L'orateur pense à la vérité que le gouvernement seul peut bien apprécier les circonstances les plus favorables à l'intervention, et que la chambre ne doit nullement prendre l'initiative dans cette grave mesure. Mais, ajoute l'honorable député, devons-nous méconnaître que les Espagnols sont nos alliés les plus intimes, que leur cause est la nôtre, que nous nous sommes engagés à la soutenir, et qu'en l'abandonnant lâchement ce serait nous flétrir aux yeux de l'Europe entière.

Messieurs, si quelques désastres imprévus, si quelques réminiscences de la légitimité venaient à remuer encore l'Espagne, si elle venait nous dire un jour : « Votre révolution a enfanté des principes qui ne nous conviennent pas ; nous ne pouvons vivre ensemble et nous allons faire une croisade contre vous. » Qu'auriez-vous à répondre ? Ne vous attirer pas de semblables reproches, et pour cela gardez-vous de préjuger la question en passant brutalement à l'ordre du jour.

M. VATTRY : Comme rapporteur, je dois soutenir l'ordre du jour. Dans mon

rapport je n'ai jamais voulu dire que la chambre avait préjugé la question ou la préjugerait en passant à l'ordre du jour. J'ai seulement dit que le vote de la chambre avait tranché la question pour le moment.

M. FULCHIRON : M. le rapporteur a fort bien démontré que les pétitionnaires n'ont pas le droit de se plaindre du gouvernement ou de la chambre ; car ils avaient été avertis, et ceux qui ont pris des bons des cortès l'ont fait à leurs risques et périls. L'ordre du jour sera une chose morale, car on ne peut nier que les porteurs de fonds n'aient été mus, en les prenant, par un désir exagéré de gain, et les pertes qu'ils pourront faire seront un utile avertissement pour ceux qui seraient tentés de les imiter.

M. GARCIA ne pense pas que la chambre puisse passer à l'ordre du jour sur une pétition de cette nature, puisqu'il s'agit de plus de deux cents millions appartenant à des Français.

M. MAUGUIN : La question a été traitée, sous le côté politique, par M. d'Harcourt, de manière qu'il n'y a rien à ajouter. Je dois dire, cependant, qu'un gouvernement qui comprend les intérêts nationaux, n'abandonne jamais des réclamations de la nature de celle-ci ; il accueille les demandes, et lorsque l'occasion est favorable, il impose aux gouvernements étrangers l'obligation de satisfaire les réclamations des nationaux. C'est ainsi qu'agit toujours l'Angleterre. Il serait temps que la France se conduisit de la même manière. Je ne veux pas rechercher si les créanciers de l'Espagne ont traité de bonne foi, et si le gouvernement les a avertis qu'ils agiraient à leurs risques et périls ; car il serait assez facile, peut-être, de prouver que le gouvernement les a engagés au contraire dans la voie déplorable qu'ils ont suivie.

Il y a dans cette affaire 400 millions, 200 millions, je ne connais pas le chiffre ; mais il est énorme, et le cabinet ne doit pas abandonner des intérêts si graves. Je ne prétends pas que le gouvernement doive agir de suite ; mais je déclare qu'à mon avis, il ne doit pas abandonner les intérêts des réclamants ; mais au contraire les faire valoir à l'occasion.

Quant à la chambre, lorsqu'elle renvoie au ministre de pareilles demandes, elle n'entend faire autre chose que de l'inviter à faire rendre justice dès que l'occasion sera favorable.

M. DUCHATEL, ministre des finances : Si les pétitionnaires s'étaient contentés de demander au gouvernement de ne pas abandonner leurs intérêts, je leur répondrais que nous sommes tout disposés à les protéger ; mais ils ont prétendu que c'était le gouvernement qui les avait engagés à accepter les bons espagnols, et qui leur avait ainsi fait éprouver des pertes considérables en n'exécutant pas le traité de la quadruple alliance. Aussi les pétitionnaires blâment le gouvernement pour le passé ; pour l'avenir ils réclament la coopération ou l'intervention, non pas dans un intérêt national, mais dans celui de leurs créances. Ainsi on vous demande la coopération ou l'intervention pour des intérêts privés, lorsque nous n'avons pas cru devoir adopter une pareille politique pour des intérêts bien plus graves. Je crois donc que la chambre doit passer à l'ordre du jour. (Oui ! oui !)

M. MAUGUIN : Je soutiens que la chambre ne peut écarter la pétition ; ce serait dire, et vous ne devez pas le faire, que vous abandonnez les intérêts des nationaux. Vous devez renvoyer la pétition au ministre, pour l'engager à faire, aussitôt que cela sera possible, les efforts nécessaires pour faire rembourser les réclamants.

M. VATTRY : M. le ministre des finances vous a dit que les intérêts nationaux ne seront pas abandonnés ; que voulez-vous de plus ?

M. MAUGUIN : Je veux qu'il soit bien entendu que plus tard on ne réponde pas aux réclamants : « La chambre a repoussé votre demande par l'ordre du jour. »

L'ordre du jour est adopté à une faible majorité.

M. MUTEAU, rapporteur : « Le sieur Proyet, horloger, à Paris, demande une récompense en dédommagement de pertes que la révolution lui aurait fait éprouver. » (Renvoi au ministre des finances.)

« Le sieur Anatole Lesourd, au Mans, demande que le prince royal soit appelé au trône du vivant et en même temps que son père, et que les enfants mâles du roi Louis-Philippe ne puissent épouser que des femmes françaises. » (Ordre du jour.)

« Le sieur Dusaussoy, à Paris, demande un règlement qui ait pour objet d'éviter les malheurs des inhumations précipitées. » (Renvoi au garde-des-sceaux et au ministre de l'intérieur.)

« Le sieur Mubaud, receveur de l'octroi, à Lyon, demande que les procès pour crime de récidive soient instruits sans publicité et jugés à huis clos. » (Ordre du jour.)

« Le sieur Desvallons, à Angers, désirerait que le roi Louis-Philippe prit le titre de roi très chrétien. (Hilarité.) — (Ordre du jour.)

Les rapports de pétitions sont épuisés ; l'ordre du jour appelle M. Boudousquid à la tribune pour développer sa proposition relative aux sous-officiers nommés légionnaires depuis leur mise à la retraite.

M. BOUDOUSQUID développe sa proposition à laquelle M. Duchâtel, ministre des finances, adhère au nom du gouvernement.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix la prise en considération, qui est prononcée par la chambre.

La proposition sera imprimée et distribuée dans les bureaux.

M. LE COLONEL PAIXHANS propose à la chambre la reprise de sa proposition tendant à l'abolition d'une partie des servitudes militaires. (Appuyé ! appuyé !)

La proposition est reprise.

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de loi sur les attributions municipales.

A la fin de la dernière séance, la discussion était engagée sur l'art. 59 que nous reproduisons :

Cet article est une innovation proposée par la commission et combattue par le gouvernement.

#### TITRE VII. — Des intérêts qui concernent plusieurs communes.

Art. 59. « Chaque année, à l'époque déterminée par les préfets, les maires des diverses communes d'un même canton se réuniront au chef-lieu du canton.

« Cette assemblée sera présidée par le sous-préfet ou par un délégué de ce fonctionnaire, choisi parmi les membres de l'assemblée ou parmi ceux du conseil-général ou du conseil d'arrondissement.

« Elle donnera son avis sur les intérêts communs du canton et sur les différents objets que le préfet proposera à son examen.

« Elle délibérera sur les objets que les lois spéciales lui conféreront.

M. Muteau avait proposé un amendement consistant à supprimer dans le second paragraphe les mots : « ou parmi ceux du conseil-général ou du conseil d'arrondissement. »

M. TESNIÈRES à la parole. L'orateur se prononce contre l'article de la commission, et déclare que ce serait le renversement de l'individualité des communes en faveur d'une réunion inutile, sinon dangereuse.

M. ODILON BARROT rappelle que dans le cours de la discussion le gouvernement a plusieurs fois déclaré qu'il avait les trois quarts des communes dans lesquelles il était fort difficile, pour ne pas dire impossible, de composer une administration municipale, tant il y avait peu de gens capables de remplir ces fonctions. Les adversaires de la commission, dit l'orateur, voyaient dans le fractionnement trop répété l'obstacle le plus grand à une bonne administration. Nous avons été contraints d'avouer qu'il y avait là quelque chose de vrai ; nous avons donc fait nos efforts pour réparer le mal autant qu'il était en nous ; non pas que nous ayons voulu opérer des réunions de communes ; nous savions trop les inconvénients de mesures pareilles. On a vu, avec quelle réserve nous avons agi, lorsqu'il a été question de réunir des communes ou des sections de communes. Nous savions les dangers de ce qu'on a appelé, avec raison, des mariages forcés et contre nature ; nous savions combien l'individualité des communes devait être respectée, et nous l'avons respectée.

Aujourd'hui nous vous demandons une réunion des maires de tout le canton une fois par an, afin qu'ils puissent échanger leurs vues et indiquer ce qu'ils croient utile à l'agglomération cantonale. La seule objection que je croyais possible était celle-ci. Il est inutile de mettre dans la loi ce que le préfet, par un acte de son administration, peut faire. Nous avons voulu créer un intérêt cantonal qui détruisit, si était possible, les inconvénients que présente le fractionnement dont on se plaint avec de si justes raisons.

M. MOREAU (de la Meurthe) fait observer que la discussion que la commission cherche à introduire dans la loi ne doit trouver place que dans une loi sur l'organisation cantonale, et non dans une loi sur l'administration municipale. L'on ne peut pas jeter ainsi au milieu d'une loi un article qui appelle des dispositions qui doivent faire l'objet d'une loi spéciale.

L'orateur vote contre l'article.

M. VIVIEN, rapporteur, monte à la tribune pour développer les motifs qui ont déterminé la commission à introduire l'article en discussion, dans la loi. L'honorable interprète de la commission rappelle que les dispositions renfermées dans l'article ont déjà, en 1828 et en 1853, excité de vives discussions dans les chambres.

Il ne pouvait être question pour nous, ajoute M. Vivien, de porter atteinte, ni à l'existence administrative des arrondissements, ni à l'individualité des communes ; les communes avec leur organisation actuelle sont reconnues par la loi du 21 mars 1831, les arrondissements par celle du 22 juin 1853, et la commission n'était saisie d'aucune proposition relative à l'une ni à l'autre de ces lois. Mais il nous a paru que tout en maintenant cette double organisa-



tion pour les attributions dont elle facilite l'exercice, les intérêts qu'elle laisse en souffrance dans un grand nombre de communes exigeant des mesures nouvelles propres à y satisfaire.

Quoique les arrondissements aient été qualifiés de communaux par la loi de l'an 8, ils n'ont, à vrai dire, aucun caractère communal. Ils occupent, en moyenne, un territoire de soixante-quinze lieues, et, sur cette surface, le caractère communal disparaît; ce caractère ne s'étend pas à de telles distances: il résulte de rapports et d'intérêts plus étroits, de rapprochements plus habituels, et il ne se trouve que dans le cercle où les citoyens peuvent se rencontrer, se prêter un secours mutuel, et trouver appui et concours dans les actes ordinaires de la vie publique. L'expérience a prouvé que l'arrondissement n'était pas en état de produire ce résultat: il n'a subsisté que comme un moyen d'action pour le gouvernement, comme un des échelons employés pour la transmission de ses ordres; il n'est pas devenu la base de l'administration communale.

Les communes populeuses se suffisent à elles-mêmes; la plupart sont déjà les chefs-lieux des arrondissements, et jouissent à ce titre des facilités attachées à la présence des agents de l'administration: elles renferment dans leur sein des hommes capables et dévoués; elles possèdent des ressources en biens, en revenus, qui leur permettent de répondre aux besoins du service public.

Mais au-dessous d'elles les communes rurales pauvres, couvertes de peu d'habitations, dénuées des ressources les plus indispensables, sont presque toutes dépourvues des lumières, de l'instruction, des secours et des établissements qui assurent le bien-être de leurs habitants; elles sont frappées d'une espèce d'interdit qui ne s'applique, il est vrai, sur chaque point, qu'à un petit nombre d'individus, mais qui, dans son ensemble, atteint une partie notable de la nation.

Ainsi l'arrondissement est trop étendu; la plupart des communes ne le sont pas assez; la vie communale ne peut embrasser les limites de l'un, elle est trop à l'étroit dans celles des autres. L'organisation française offre à cet égard une lacune réelle; c'est cette lacune qu'il faut combler.

Le canton est la division intermédiaire où les communes rurales peuvent trouver appui et secours: il occupe une surface restreinte, il s'étend sur un territoire que les citoyens connaissent, où des rapports habituels les réunissent; il s'offre comme suppléant à l'insuffisance de la commune rurale isolée, sans avoir l'étendue trop considérable de l'arrondissement.

C'est en effet pour justifier la nécessité d'une organisation cantonale, et votre commission ne pouvait résister à ces démonstrations concluantes: s'il eût été nécessaire de les compléter, notre travail nous eût fourni de nouveaux arguments. En plusieurs circonstances, la force des choses nous a conduits à regretter la division cantonale; cette division admise eût pu modifier nos opinions.

Cette organisation que nous voulons introduire est simple et ne peut donner aucun ombrage. L'administration y recourra toutes les fois que les intérêts du canton le réclameront, et il y a lieu d'espérer qu'elle en sentira souvent le besoin. Nous pensons qu'avec le temps, des attributions nombreuses viendront elles-mêmes se placer sous cette autorité; tout donne lieu de présumer que si ces assemblées eussent existé, les diverses affaires déjà réglées dans le canton lui eussent été remises, et l'on eût ainsi obtenu un mode d'action uniforme et homogène, au lieu des dispositions toutes différentes que chaque loi a adoptées, les uns appelant les maires, les autres des délégués; les uns donnant la présidence aux maires du chef-lieu, les autres au juge de paix ou au président élu.

Quoi qu'il arrive, nous pensons que cet essai doit être tenté, et nous espérons que la chambre ne nous refusera pas son adhésion.

L'honorable rapporteur termine en déclarant qu'il prie la chambre de ne rien voir de politique dans l'article.

M. DE REMUSAT: L'article qu'on vous propose est une théorie que vous n'admettez pas, car la théorie ne doit pas trouver place dans les lois. Ce n'est là qu'un regret donné aux assemblées cantonales et un vœu pour leur rétablissement.

L'orateur demande ce qu'il y a d'administration communale dans l'article de la commission? Administrer, c'est régir quelque chose, exercer une autorité quelconque, et dans les réunions qu'on veut établir il n'y a rien à régir, rien à exécuter. Ce sont tout simplement des conversations, des conférences utiles peut-être, mais sans valeur en administration communale. L'honorable commissaire du roi se prononce fortement contre une innovation dans laquelle il ne trouve aucune utilité, puisque le préfet réunira les maires sans loi s'il trouve cela nécessaire.

M. LE PRÉSIDENT: Je vais mettre aux voix le premier paragraphe qui consacre le principe; s'il est rejeté, le reste de l'article tombe; s'il est adopté, je ferai voter sur le reste.

La gauche se lève pour, ainsi que la commission.

Le reste de l'assemblée se lève contre.

L'article est rejeté; avec lui tombe le reste de l'article.

Art. 60. Lorsque plusieurs communes possèdent des biens ou des droits par indivis, une ordonnance du roi peut instituer pour l'administration de ces biens ou de ces droits, une commission syndicale composée de délégués des conseils municipaux des communes intéressées.

Chacun des conseils élira dans son sein le nombre de délégués qui aura été déterminé par l'ordonnance du roi.

Les délibérations prises par la commission ne sont exécutoires que sur l'approbation du préfet, et demeurent, d'ailleurs, soumises à toutes les règles établies pour les délibérations des conseils municipaux.

M. DAGUENET propose l'article suivant pour remplacer l'art. 60:

Lorsque plusieurs communes possèdent des biens ou des droits par indivis, une ordonnance du roi institue, si l'une d'elle le réclame, une commission syndicale composée de délégués des conseils municipaux des communes intéressées.

Chacun des conseils élira dans son sein, au scrutin secret, et à la majorité des voix, un nombre égal de délégués; ce nombre sera déterminé par l'ordonnance du roi.

La commission syndicale sera renouvelée par moitié tous les trois ans, après le renouvellement périodique des conseils municipaux.

Les délibérations prises... (Comme au projet.)

M. DE GASPARIEN adhère à l'amendement de M. Daguenet.

M. LE PRÉSIDENT met aux voix le premier paragraphe de M. Daguenet: ce paragraphe est adopté.

M. LAURENCE demande la préférence pour le deuxième paragraphe de la commission.

M. CARMARTIN pense que celui de M. Daguenet est préférable puisqu'il établit un nombre de délégués égal.

Le paragraphe de M. Daguenet est adopté en en retranchant les mots en nombre égal.

M. LAURENCE sous-amende le troisième paragraphe en intercalant après ce mot: le renouvellement, celui de partiel. Le sous-amendement est adopté.

M. DAGUENET propose l'article additionnel suivant:

La commission syndicale sera présidée par un syndic qui sera nommé par le préfet sur une liste présentée par elle, choisie parmi les membres qui la composent.

Les attributions de la commission syndicale et du syndic, en ce qui touche les biens et les droits indivis, seront les mêmes que celles des conseils municipaux et des maires pour l'administration des propriétés communales. (Adopté.)

Art. 61. Lorsqu'un même travail intéressera plusieurs communes, les conseils municipaux seront spécialement appelés à délibérer sur leurs intérêts respectifs et sur la part de la dépense que chacune d'elles devra supporter. Ces délibérations seront soumises à l'approbation du préfet.

En cas de désaccord entre les conseils municipaux, le préfet prononcera après avoir entendu les conseils d'arrondissement et le conseil général: si les conseils municipaux appartiennent à des départements différents, il sera statué par ordonnance royale.

La part de la dépense définitivement assignée à chaque commune sera portée d'office aux budgets respectifs, conformément à l'art. 36 de la présente loi. (Adopté.)

Art. 62. En cas d'urgence, un arrêté du préfet suffira pour ordonner les travaux et pourvoir à la dépense à l'aide d'un rôle provisoire. Il sera procédé ultérieurement à la répartition définitive dans la forme déterminée par l'article précédent. (Adopté.)

Art. 63. Il sera statué, par une loi spéciale, sur l'administration municipale de la ville de Paris. — Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: On va procéder au scrutin sur l'ensemble de la loi.

Voici le résultat:

Nombre des votants, 274. — Majorité absolue, 138. — Boules blanches, 204.

— Boules noires, 70.

— La chambre a adopté.

Ordre du jour du lundi 15 février.

Les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> bureaux n'ont pas encore nommé de commissaires pour l'examen des lois d'intérêt local; ils sont invités à se réunir lundi, à midi, pour faire cette nomination.

Séance publique à une heure précise. Discussion du projet de loi sur l'instruction secondaire.

#### Commission du budget de 1838.

- 1<sup>er</sup> bureau. MM. Prunelle, Cunin-Grédine, Sauzet, Hébert.
- 2<sup>e</sup> — Baron Lepelletier d'Aulnay, baron de Schonen, Amilhou, général Jamin.
- 3<sup>e</sup> — Gouin, Sapey, Mathieu de la Redorte, marquis de Cambis, d'Orson.
- 4<sup>e</sup> — Duvergier de Hauranne, de la Pinsonnière, de Las-Cases (Emmanuel), Wustenberg.
- 5<sup>e</sup> — Passy, Réal (Félix), Muret de Bort, Odier.
- 6<sup>e</sup> — Dumont (Lot-et-Garonne), Périer (Camille), Lefebvre, Bresson.
- 7<sup>e</sup> — Vitet, Delbecq, Delassart (François), Hernoux (Seine-et-Oise).
- 8<sup>e</sup> — De l'Espée, baron de Daunant, Mallet, Raguet (l'Epine).
- 9<sup>e</sup> — Calmon, Piscatory, de Salvandy, baron Pelet (de la Lozère).

#### Tribunaux.

L'affaire de la Gazette de France a été portée aujourd'hui devant la cour d'assises de la Seine; le gérant, M. Aubry-Foucault, était défendu par M. Berruyer, encore souffrant de l'infirmité qui pèse sur Paris. De bonne heure la salle était envahie par un public nombreux, et l'on a craint un instant un nouveau désappointement. Deux articles de la Gazette étaient incriminés pour attaque contre l'ordre de succession au trône, contre les droits que Louis-Philippe tient de la déclaration du 7 août 1830, et pour acte public d'adhésion à une royauté autre que la royauté créée par la même déclaration du 7 août.

M. Plougoulm soutenait l'accusation. Malgré le talent déployé par M. Berruyer, la déclaration du jury a été affirmative sur toutes les questions; et la cour a condamné M. Aubry-Foucault à trois mois d'emprisonnement, et 1300 fr. d'amende.

#### Mœurs publiques. — Vols. — Meurtres. — Suicides.

On a exécuté à Dresde, le 27 janvier, le mari et la femme Albrecht, condamnés pour crime d'assassinat.

L'exécution a été confiée à un savetier, qui fait le métier de bourreau en amateur, en recevant 100 reutzalers (500 fr.) chaque fois, et comme ces sortes de cérémonies sont fréquentes en Saxe, on dit que l'artiste des hautes œuvres a déjà amassé une petite fortune.

Le meurtrier était âgé de 54 ans et son mari de 42; avant son dernier mariage elle avait été veuve trois fois. L'instruction sur cette affaire a fait voir qu'elle s'était défilée de son premier mari par le poison, et des deux autres en le étranglant pendant leur sommeil; son complice dans les deux derniers meurtres, jadis son amant, lui étant devenu suspect, la dame Albrecht avait tâché de renouveler ses anciennes liaisons, afin de le faire tomber dans un guet-apens et l'assassiner.

Elle avait invité son ancien amant à l'aider à se défaire de son quatrième mari, et elle avait persuadé à celui-ci qu'il y allait de leur vie de se défaire de son amant. Ce dernier donna dans le piège, et, en se rendant au lieu désigné, la dame Albrecht et son mari tombèrent sur lui tout à coup, et l'assassinèrent à coups de couteau.

Les deux meurtriers traînèrent le cadavre de la victime dans un pré; mais les traces du sang ayant éveillé l'attention des paysans, ils le transportèrent, pendant la nuit, dans la cave de leur maison. Enfin, craignant que la putréfaction ne les fit découvrir, ils le mirent dans une caisse et le transportèrent dans un village pour le jeter dans un fossé plein de boue. Dans le trajet, ils furent rencontrés et arrêtés par des hommes de police.

On dit que cette femme, malgré sa laideur repoussante et la plus mauvaise réputation, savait exercer sur les hommes assez d'empire pour les attirer à elle, et les entraîner ensuite dans les crimes qui l'ont conduite au dernier supplice.

Un crime affreux vient de jeter l'épouvante dans la commune de Souich (Pas-de-Calais). Le 1<sup>er</sup> février, une femme a été assassinée dans son domicile, avec un énorme bâton. Le juge d'instruction et le procureur du roi se sont aussitôt transportés sur les lieux, où ils sont restés plus de vingt-quatre heures, pour dresser procès-verbal et entendre des témoins. Le mari de cette femme, qui la maltraitait très souvent, et que la rumeur publique signale comme l'auteur de l'assassinat, aurait été infailliblement mis en pièces par la populace, qui criait vengeance et demandait sa mort à grands cris, sans l'intervention des magistrats, instructeurs et de la gendarmerie. Ce malheureux est resté impossible pendant l'instruction, et n'a pas témoigné la moindre douleur de la perte de son épouse. Il a été conduit hier dans la maison d'arrêt de Saint-Pol.

On assure, dit le Journal du Commerce de Lyon, mais nous nous garderions bien de l'affirmer, qu'une jeune personne de notre ville; ayant eu l'occasion d'être courtisée dans une soirée par un jeune homme qui en devint éperdument amoureux, et l'ayant rencontré plusieurs fois depuis, finit par se rendre à ses pressantes sollicitations et par accepter un rendez-vous chez lui.

On ignore ce qui se passa pendant cette funeste entrevue, mais la jeune fille y a laissé à la fois l'honneur et la vie. Fort embarrassé de ce cadavre accusateur, le jeune homme alla chercher un de ses amis, et, aidé par lui, il le transporta pendant la nuit dans l'allée d'une maison suspecte, où il le laissa, et où il fut trouvé le lendemain. Le jeune homme, ajoute-t-on, a pris la fuite après ce terrible accident.

La police de Londres, informée que des faux monnayeurs se réunissaient dans Charles-Street pour se livrer à leur coupable industrie, plusieurs officiers de police se sont présentés dans la soirée du 6 février, bien armés, pour les arrêter. A leur arrivée, ils trouvèrent les portes fermées; mais instruits que la bande était nombreuse, ils prirent leurs dispositions devant et derrière la maison, pour rendre toute évasion impossible. Deux des principaux agents de police ayant enfoncé la porte de la rue, se précipitèrent dans la maison et eurent bientôt trouvé six femmes occupées à faire de la fausse monnaie. L'une d'elles était assise devant le feu, occupée à faire fondre le métal et tenant dans sa main un moule destiné à reproduire un shilling. L'agent de police se précipita sur elle, mais celle-ci brisa son moule. Alors sur un signal donné, les autres agents de police pénétrèrent dans la maison et s'emparèrent de tous les instruments du crime et des faux monnayeurs eux-mêmes. La police a saisi sur ces gens beaucoup de monnaie de billon. Elle est, dit-on, sur les traces d'une autre bande, avec laquelle celle-ci était en rapport.

#### Faits divers. — Accidents. — Sinistres.

On a arrêté dans le jardin des Tuileries un jeune homme qui lançait des pierres contre les plus belles statues. Plusieurs d'entre elles portent des traces de cet amusement inexplicable.

On écrit de Bone qu'un sergent-major du génie a déserté, emportant la caisse de sa compagnie et plusieurs instruments de mathématiques. Ce misérable a, dit-on, pris du service auprès du bey Achmet. Son frère est mort sur le champ de bataille de Mascara. L'année dernière, une lettre de son père a été ouverte par l'autorité. Le malheureux vieillard recommanda à son fils de venger la mort de son frère.

On vient de publier à Londres un prospectus d'une association aéronautique par actions en participation. Le capital doit être de 8,000 liv. sterl. Si les espérances des sociétaires ne sont pas trop enflées, après avoir réalisé ce capital tant en montrant le ballon qu'en l'exerçant ensuite dans de petites excursions, le but est d'aller à la recherche de quelques régions du monde encore inconnues. Le premier voyage sera, dit-on, dirigé vers l'Afrique.

Dimanche 5 février, les transports de la compagnie du chemin de fer de Londres et de Greenwich, tout en ne fonctionnant pas pendant les heures du service divin, ont conduit plus de 6,500 personnes: il a été pris plus de 180 liv. sterl. pour le transport.

Certains habitués des audiences ne s'en tiennent pas assez au rôle d'auditeurs, et parlent quelquefois aussi haut que les avocats qui plaident; à tel point qu'hier M. le président Séguier s'écriait, en s'adressant aux causeurs: « Si vous étiez au spectacle, vous garderiez le silence! au moins faites de même-ici. »

M. le capitaine du génie Roumy a donné au gouverneur de Cayenne un jeune manati (l'amentin) pris vivant auprès du poste de Mapa, dans la Guyane. Le gouverneur l'a adressé à M. de Makou aux Antilles, où sans doute on n'en avait pas vu depuis bien des années. Il est fâcheux que, se nourrissant uniquement d'herbes vertes et consommant une énorme quantité d'eau douce, on ne puisse pas espérer de faire arriver en France cet animal curieux qui, par certains rapports avec la conformation humaine, est, dit-on, l'origine de la fable des syrènes. On en voyait deux à Londres, il y a quelques années.

Le fameux Richard Carlisle, libraire et écrivain qui, durant longues années, a fait la guerre aux saintes écritures, à la révélation, à Dieu même, et qui subit, à diverses époques, des condamnations pour ses ouvrages à la religion, vient d'abjurer solennellement ses erreurs. — J'ai lu, a-t-il dit, les Ecritures saintes dans l'intention de les combattre et de démontrer qu'elles

étaient apocryphes; un examen attentif m'a convaincu de leur authenticité et des vérités de la religion chrétienne.

#### Statistique. — Travaux publics. — Adjudications.

Statistique des jugements rendus par le tribunal de simple police de Paris pendant l'année 1836. — Ce tribunal, présidé tour à tour par les douze juges de paix, a prononcé 22,143 condamnations, dont 11,750 contradictoires, et 10,393 par défaut.

Quant à la nature des contraventions, elles sont ainsi qualifiées d'après les divers jugements: 27, affiches non timbrées; 409, animaux vagants et chiens non muselés; 112, tir d'armes à feu; 4,406, défaut de balayage; 1,592, boutiques et portes ouvertes; 76, brocanteurs; 1,163, charretiers montés et voitures surchargées; 16, denrées insalubres; 97, colportage de denrées; 6,747, embaras sur la voie publique; 91 établissements non autorisés; 588, faux poids et fausses mesures; 376, fosses et vidanges; 86, injures; 256, défaut d'inscription et logement clandestin; 102, jeux de hasard; 2,034, maraudes, cochers sans papiers; 160, musiciens ambulants; 904, pains et denrées à faux poids; 88, police des marchés; 354, police des rivières; 51, porteurs d'eau; 1,261, défaut de précaution; 391, défaut de réparation; 576, saillies; 4, témoins non comparants; 215, théâtres et vente de billets; 324, troubles et tapages nocturnes; et 19, boissons falsifiées.

Parmi tous ces jugements, 22,065 sont rendus à la requête du ministère public, 80 à la requête des parties civiles. Il a été prononcé 4,074 acquittements; 11 jugements pour incompétence; 17,693 contrevenants sont condamnés à l'amende seulement, et 564 sont en outre condamnés à l'emprisonnement.

Pendant le cours de l'année 1836, 87 nouvelles caisses d'épargne ont été, par ordonnances royales, créées dans les départements. Aujourd'hui le nombre total de ces utiles institutions doit s'élever à plus de 200, dont les versements au trésor, conformément à la loi, montent déjà à environ 90 millions, presque la dixième d'une année de revenu de la France. La caisse d'épargne de Paris a fourni plus de la moitié de ce capital. Ainsi, par de prudentes et sages économies introduites dans les habitudes de la classe de la population qui autrefois les dissipait la plupart en débauches, elle s'est créée pour des temps malheureux des ressources dont l'intérêt annuel, calculé sur le chiffre du capital, donne 5 millions 600 mille francs à répartir entre les déposants dans la proportion du montant du placement de chacun. Nous présentons comme encouragement cet heureux résultat.

Forces navales de la France, tant en activité de service, qu'en commission désarmées ou en constructions.

Vaisseaux de ligne.	51
Frégates.	65
Corvettes de guerre.	22
Corvettes-aviso.	9
Bricks.	29
Bricks-aviso.	20
Golette.	1
Bombardes.	8
Canonnières-bricks.	4
Cutters et lougres.	18
Bâtiments de flotille.	45
Corvettes de charge.	15
Gabares.	52
Bâtiments à vapeur.	31

Total. 546 navires.

Le 21 février 1837, il sera procédé, dans une des salles de la préfecture, à Poitiers, à l'adjudication des travaux à exécuter pour la construction d'un pont suspendu sur la Gartempe, en remplacement du bac de Vieux.

Cette entreprise aura lieu au moyen d'une subvention de 20,000 fr. accordée par l'état, et de la concession d'un péage dont le maximum de durée sera fixé d'avance par l'administration dans un billet cacheté. Le soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur cette durée sera déclaré adjudicataire.

Nota. Les personnes qui auraient l'intention de soumissionner pour cette entreprise, seront admises à prendre connaissance des clauses et conditions des cahiers des charges, au ministère de l'intérieur (bureau d'administration générale).

Le 24 février 1837, il sera procédé dans une des salles de la préfecture, à Versailles, à l'adjudication des travaux à exécuter pour l'établissement d'un pont suspendu sur la rivière d'Oise, à Conflans-Saint-Honorine, en remplacement du bac dit de Fin-d'Oise, et au moyen de la concession d'un péage dont la durée ne pourra excéder 75 ans.

L'adjudication aura lieu en faveur du soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur cette durée.

Le 4 mars 1837, il sera procédé, dans une des salles de la préfecture, à Beauvais, à l'adjudication des travaux à exécuter pour l'établissement d'un pont en pierre sur l'Oise à Saint-Léon, en remplacement d'un bac, et au moyen de la concession d'un péage dont la durée ne pourra excéder 99 ans.

L'adjudication aura lieu en faveur du soumissionnaire qui offrira le plus fort rabais sur cette durée.

#### Agriculture. — Industrie. — Commerce.

Le nombre des mules et mulets exportés par le port de Cherbourg, depuis 1826 jusqu'en juillet 1835, pour les Antilles et Bourbon, est de 8,925. Ce genre d'exportation, qui a eu lieu également par plusieurs autres ports, a jeté dans nos colonies d'importants moyens de travail et de production, qui ont utilement suppléé à la diminution progressive du nombre des esclaves. Un autre avantage est résulté pour la France de cette branche de commerce, c'est de donner un débouché avantageux aux produits des contrées qui ne peuvent se livrer qu'à l'élevage du mulet, la nature du pays ne leur permettant pas de s'occuper de l'élevage des chevaux.

M. le préfet de la Gironde a assisté dernièrement aux premiers essais de la voiture inventée par M. Adrien Cabarrus. Cette découverte consiste dans un système de roues qui rend la circulation facile et prompt sur les routes les plus impraticables. L'expérience, qui a eu lieu sur un des plus mauvais chemins des Landes de Pessac, a donné les résultats suivants:

Une voiture ordinaire, portant un chargement de dix quintaux, et attolée de deux chevaux, avançait avec peine et très lentement; les roues traçaient un sillon de 8 à 10 pouces de profondeur dans le sable, et l'attelage, devenant quelquefois insuffisant, était forcé de s'arrêter. La voiture, construite dans le nouveau système, portait soixante-six quintaux; elle était tirée par les deux mêmes chevaux, les roues n'entraînaient pas à plus d'un pouce ou un pouce et demi dans le sol, et les chevaux tiraient beaucoup moins et marchaient beaucoup plus vite. M. le préfet s'est retiré très satisfait de cette expérience, qui a été plusieurs fois répétée, et toujours avec un égal succès, bien que la voiture ait été placée dans les conditions les plus défavorables.

Le conseiller de Hubenthal a construit à Witebsk, en Russie, un grand moulin à eau d'après un système tout nouveau qui a l'objet de l'admiration des connaisseurs. Un batardeau, dont le talus fait un angle obtus, avec des échues à coulisses, qui, lors d'une trop haute élévation de l'eau, se lèvent d'elles-mêmes au moyen d'un levier flottant, restreint la rapidité du fleuve. Chaque roue à eau de ce moulin fait aller deux mouvements. Deux roues à engrenages séparées sont adaptées sur un axe commun: les meules avec facilité et sans bruit les manivelles des meules qui, malgré leur immense grosseur, par un mécanisme fort simple, peuvent, en peu de minutes, être levées, retournées et posées de nouveau par un seul homme.

L'inventeur, par désintéressement, ne veut pas prendre de brevet de son invention, qui sera probablement bientôt adoptée partout, une description détaillée avec des dessins devant être incessamment livrée au public.

Les leviers flottants attirent particulièrement l'attention des gens de l'art; on croit que, construits sur une grande échelle, ils pourraient s'appliquer, comme force motrice, à de grandes machines, en profitant du flux et du reflux de la mer.

On peut s'attendre aux mêmes résultats là où le niveau de l'eau est susceptible de grands changements.

Plusieurs membres du comité des chemins de fer à Milan, sont arrivés à Vienne pour soumettre plusieurs projets à l'autorité supérieure. Il est question d'établir un chemin de fer entre Vérone et Milan.

Plusieurs riches capitalistes ont l'intention de former une société pour l'exploitation des mines de houille qui existent sur plusieurs points du territoire autrichien. Si ce projet se réalise, l'Autriche trouvera dans ces houilles un nouvel objet d'exportation.

#### Sciences. — Beaux-Arts. — Littérature.

Une pétition vient d'être adressée aux chambres relativement aux réformes à introduire dans cet établissement national, et dont M. Van Praet n'avait pu s'occuper dans les dernières années de son administration à cause de ses infirmités et de son grand âge. Les plaintes porteraient principalement



sur le vaste et riche département des manuscrits, dont la mauvaise tenue et le défaut d'ordre sont depuis long-temps passés en proverbe. C'est, nous dit-on, l'unique dépôt de ce genre dont il n'existe point de catalogue, et dans lequel le silence indispensable aux études sérieuses ne soit point commandé par le règlement. On ajoute que cet abus a sa source dans le trop grand nombre d'employés et de conservateurs qui, se trouvant assis durant le cours des séances, les emploient sans façon à recevoir leurs visites particulières, au grand détriment des hommes laborieux que ces bruyantes conversations troublent au milieu de leurs travaux, et mettent en fuite. Il est depuis long-temps question de supprimer plusieurs de ces s'ipécures, pour augmenter le personnel du département d'imprimés, où les employés ne peuvent suffire à l'affluence des lecteurs, toujours très considérable. Nous pensons que l'instance ne saurait être mieux choisie pour opérer cette utile réforme.

L'Institut vient d'honorer d'un rapport favorable le nouveau piano d'Erdard, adopté par tous les grands pianistes de Paris et de Londres. C'est le célèbre Thalberg qui s'est chargé, samedi dernier, de faire entendre le nouvel instrument à MM. les académiciens. Déjà cet artiste l'avait introduit à Vienne, où ses avantages avaient été reconnus par un public naturellement jaloux de l'ancienne renommée des pianos allemands.

### Biographie.---Nécrologie.

Le doyen des princes régnants de l'Allemagne, Frédéric-François, grand-duc de Mecklenbourg-Schwerin, est mort au château de Ludwigslust le 1<sup>er</sup> de février. Né le 10 décembre 1756, il était, depuis près de deux mois entré dans sa 81<sup>e</sup> année, et il a régné pendant plus d'un demi-siècle. Son petit-fils, Paul-Frédéric, le grand-duc actuel, est né le 15 septembre 1800, et il a épousé en 1822 la princesse Frédérique-Wilhelmine-Alexandrine, fille du roi de Prusse. Trois enfants, deux fils et une fille, sont issus de ce mariage.

Madame la baronne Dudevant, veuve de M. le baron Dudevant, colonel de cavalerie, et belle-mère de madame Adèle Dudevant (Madame George Sand), vient de mourir à Paris.

M. Cassan, sous préfet de Mantes, est mort le 5 de ce mois à Paris, à l'âge de trente-six ans.

Mme la marquise de Vernon, veuve de M. le marquis de Vernon, premier écuyer des rois Louis XVIII et Charles X, vient de mourir.

M. le comte d'Espagne, ancien officier aux gardes françaises, et fils du lieutenant-général de ce nom, gouverneur des Invalides sous Louis XV et sous Louis XVI, est mort, en son hôtel, à l'âge de 78 ans.

Nous secondons de tous nos vœux les entreprises vraiment utiles et surtout celles qui joignent à cette indispensable qualité le bon marché. A ces titres, rien n'a plus droit à nos encouragements que la *Gazette des Enfants et des Jeunes Personnes*, si habilement rédigée par son rédacteur en chef, M. Guérin-Léon, qui a su réunir autour de lui l'élite de nos écrivains. La *Gazette des Enfants et des Jeunes Personnes*, véritable et complet journal de la jeunesse,

laisse déjà loin derrière elle toutes les publications périodiques d'éducation qui l'ont précédée, en y comprenant même celles de l'Allemagne, jusqu'à ce jour, comme on sait, notre maîtresse à tous en fait d'œuvres de ce genre.

Nous appelons l'attention des familles sur un nouvel établissement fondé rue Jean-Jacques Rousseau, hôtel Bullion, qui a pour titre Ecole des Beaux-Arts pour les Femmes, et dans lequel est institué un grand prix de 400 fr.

L'école, dirigée par des dames du premier mérite, offre aux mères de famille toutes les garanties possibles.

Un établissement d'un ordre et d'un intérêt aussi élevé manquait à la France. Cette école, par sa direction dans l'art et ses applications des différentes branches de l'enseignement à l'industrie, offrira aux jeunes personnes les moyens de s'assurer une existence convenable qui le maintiendra dans le cercle de leurs habitudes et le rang qu'occupaient leurs familles. C'est à M. et à Mme Adrien Le Mire qu'est dû cet utile établissement; leurs collaborateurs sont: Mmes Bruyère, Bonvoisin, Filhol, Haudebourg Lescot, Lina Jauncey, de Mirbel, Sarrazin de Belmont, et MM. Delestre et A. Lourmand, tous noms qui s'inscrivent en première ligne par leur talent.

L'ensemble des études est soumis à un conseil de perfectionnement composé de MM. Bidault, David (d'Angers), Drolling, Forster, baron Gérard, Richomme, Rudhe, Paul Delaroche, Vandaël, Horace Vernet.

Pour faciliter l'accès de l'école à des jeunes personnes dont les familles honorables ne peuvent faire ce sacrifice, les fondateurs ont offert des bourses gratuites à chaque mairie et à chaque légion de Paris, ainsi qu'à plusieurs sociétés savantes.

Les mères de familles qui le désireraient peuvent s'inscrire pour surveiller chacune à son tour la tenue des ateliers.

L'école prendra aussi des élèves internes.

Journal des pianistes amateurs, rédigé par SAVART, Paris, 10 fr.; départements, 12 fr. Un joli morceau doigté par mois, et plus de 45 fr. (marque) de musique par année. On souscrit, franco, faubourg Poissonnière, 12, où se trouvent le prospectus et deux numéros de Meyerbeer, Bellini, etc.

Le système des assurances a pris en France, depuis quelques années, un très grand développement. Les assurances sur la vie et les rentes viagères spécialement, font chaque jour de nouveaux prosélytes.

Parmi les compagnies qui doivent leur succès à l'exactitude avec laquelle elles remplissent leurs engagements, nous remarquons la Compagnie de l'Union.

AVIS. — Le gérant de l'imprimerie Everat et compagnie croit de son devoir, dans l'état actuel des choses, de prévenir MM. les actionnaires que malgré le désastre dont ils viennent d'être frappés par l'incendie du 6 courant, le second semestre d'intérêt n'en sera pas moins fidèlement payé à son échéance du 15 avril 1837, quand bien même M. Everat, dont la fortune particulière ne se trouve pas atteinte, devrait en faire les fonds de ses propres deniers.

Demain lundi, à sept heures du soir, M. Robertson ouvrira un nouveau cours de langue anglaise, rue Richelieu, n° 47 bis.

### BOURSE DU 11 FÉVRIER.

La bourse qui s'était manifestée à la fin de la bourse d'hier, a continué sans effet aujourd'hui, et le prix de la rente s'est établi dès l'ouverture au-dessous de celui de clôture de la veille.

Les affaires ont été presque nulles, et le prix des primes fin courant et fin prochain a été très rapproché de celui du ferme.

Après la bourse 79 52 1/2.

FONDS PUBLICS.	Prém. cours.	plus haut.	plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
5 0/0, j. du 22 sept., compt.	109 20	109 20	109 10	109 20	109 20
5 0/0, j. du 22 sept., fin courant.	109 30	109 30	109 30	109 30	109 30
Prime fin courant.	109 30	109 30	109 30	109 30	109 30
Prime fin prochain.	109 30	109 30	109 30	109 30	109 30
3 0/0, j. du 22 sept., compt.	79 35	79 40	79 30	79 35	79 35
3 0/0, j. du 22 sept., fin courant.	79 45	79 45	79 40	79 45	79 45
Prime fin courant.	79 45	79 45	79 40	79 45	79 45
Prime fin prochain.	79 45	79 45	79 40	79 45	79 45
FONDS ÉTRANGERS.	Prém. cours.	plus haut.	plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
NAPLES, 5 0/0, j. de juil., c.	98 40	98 40	98 35	98 40	98 40
Fin courant.	98 60	98 60	98 55	98 60	98 60
ESPAGNE, Cortes.					
Emprunt royal 1823, 5 0/0					
Rente perpétuelle, 5 0/0					
Trois 0/0					
Belle passive, 7 0/0					
Belle active, 26 0/0					
Coup.					
Anciens différés, 5 5/8					
Nouveaux différés.					
Prémont. 4 0/0 avec prime.	1070				
HAÏTI 1826.					
REPORT: Du comptant à la fin du mois.					
5 0/0.	10	20			
3 0/0.	15	1 1/2			
Naples.	15	20			
CHANGES. Sur Londres (3 mois).	25 10 0/0				
Hambourg 155 3/8 1/4.					
Amsterdam 57 1/2.					
FONDS ANGLAIS.	Prém. cours.	plus haut.	plus bas.	Dern. cours.	Cours d'hier.
Consolidés p. c. ouverts à	82 3/4				
p. c. fermés à	82 3/4				
FONDS ESPAGNOLS, actif.	24 5/8				
FONDS ESPAGNOLS, passif.	7 0/0				
différée.	11 1/8				
PORTUGAIS NOUVEAUX.	48 1/4				
3 0/0.	31 0/0				
TORTONI, 10 heures du soir.					

Pas d'affaires.

Le Rédacteur en chef, gérant responsable, ÉMILE DE GIRARDIN.

Paris, Imprimerie de BETHUNE et PLOU, rue de Vaugirard, 36.

Tirage authentique de la PRESSE, d'après procès-verbal rédigé et signé le 11 janvier 1837 en assemblée publique: 12,184.

RUE MAZARINE, 30.-- UN JOLI JOURNAL POUR

12 FR. PAR AN.

LA VALEUR DE 60 VOLUMES IN-12 -- ÉCRIRE FRANC DE PORT.

Pour Paris, un an..... 12 fr.  
six mois..... 7

16 colonnes sur 8 pages in-4 tous les Dimanches et Jeudis. — 2 belles lithographies par mois.

Pour la province, à raison du port et  
du timbre obligatoire, par an, 22 fr.  
six mois, 12

JANVIER A PARU.

Le Journal par cahiers à la fin de chaque mois (par conséquent sans timbre) pour la province, poste comprise, un an, 17 fr.; six mois, 9 fr.

JANVIER A PARU.

# GAZETTE DES ENFANTS

## ET DES JEUNES PERSONNES.

Contes, Nouvelles historiques, Voyages, Théâtre inédit d'éducation, Leçons amusantes de science naturelle, petites Leçons de musique et de dessin, etc.

Faits et Nouvelles du jour pour les enfants et les jeunes personnes, Feuilletons, Hygiène des enfants, modes utiles, Comptes-rendus de livres d'éducation, etc.

LA GAZETTE PARAÎT ASSEZ SOUVENT POUR PARLER TOUR A TOUR A TOUS LES AGES, DE HUIT A DIX-SEPT ANS.

Tous les journaux, sans distinction, ont déclaré que la Gazette des Enfants et des Jeunes Personnes était l'œuvre la plus complète, la plus originale que l'on ait entreprise pour l'amusement et l'éducation, et plusieurs ont ajouté que rien n'avait été essayé de plus véritablement utile et moral pour l'avancement d'un pays dont toutes les espérances résident dans l'éducation de la jeunesse. Après cela il suffit donc d'énumérer les principaux articles que renferment les treize premiers numéros parus en moins de six semaines. — Nouvelles pour les jeunes personnes: les Trois Amies d'Écouen, par Léon Gozlan; un Premier Jour de Pension; Histoire d'Henriette Duval, par Eugène

Chapus; Histoire de Mlle de Bourcq, par Ferdinand Denis, les Pas dans le monde, par Guérin Léon. — Géographie amusante: six Chapitres du Tour du monde, par Frédéric Sohlé et Louis Reybaud. — Contes et Historiettes pour les enfants: deux Chapitres de Grand-Papa Parceque, par Michel Masson; quatre Chapitres des Bosses de Polichinelle, par Rosier, etc., etc. — La Raison du plus fort n'est pas toujours la meilleure, fable; le Paradis des Fées, conte en vers; l'Enfant du Roi, dialogue en vers par Guérin Léon. — Sept leçons amusantes de Sciences naturelles, par de Jul. — Les Riches devenus pauvres et

les Pauvres devenus riches, 1<sup>re</sup> histoire, par Léon Gozlan. — Vingt l'Indépendance! pièce en 3 actes, par Augier; une Heure de Récréation, pièce de jeunes personnes, par le même. — Feuilletons contenant, entre autres choses: Histoire des Théâtres d'Enfants; Modes utiles, par de Balz; Hygiène des Enfants; l'Institution des Jeunes Aveugles, par L. Huard; Fêtes de la Jeunesse, par Augier. — Trois historiettes, leçons de musique avec une chanson notée, par Mainzer, etc., etc. Au total, AUTANT ET MIEUX EN MOINS DE DEUX MOIS que ne donnent en un an la plupart des recueils pour les enfants, les demoiselles et la jeunesse en général.

## CODE DE L'ENREGISTREMENT

OU RECUEIL CHRONOLOGIQUE COMPLET ET ANNOTÉ DES LOIS, DÉCRETS, ORDONNANCES, AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT, ETC., SUR L'ENREGISTREMENT.

Concernant la FRANCE, la Corse, Alger et les colonies, avec table analytique, etc. 2 vol. Prix: 6 f. Par la poste, 7 f. 50.

Au bureau du *Moniteur de l'Enregistrement*, marché Saint-Honoré, 24, et à l'Office de correspondance d'insertion à tous les journaux, 9, boulevard Montmartre, à Paris. Aux mêmes administrations: Tarif en livret et en tableaux synoptiques DES DROITS D'ENREGISTREMENT, TARIF DES PAPIERS TIMBRÉS. — Prix: 1 fr. — 1 fr. 25 franco.

En Vente chez WERDET, 49, rue de Seine.

LES

# MÉANDRES,

PAR LÉON GOZLAN, AUTEUR DU NOTAIRE DE CHANTILLY.

## LA FRANCE,

Compagnie anonyme d'Assurance contre l'incendie.

CAPITAL SOCIAL: DIX MILLIONS DE FRANCS.

CONSEIL D'ADMINISTRATION:

MM. ALLEGRI (B.), chef de la maison Allegri et comp., banquiers.  
BEAUJOUR, propriétaire, juge au tribunal de commerce de Paris.  
BOURGET fils, juge au tribunal de commerce de Paris, associé de la maison Bourget et C<sup>ie</sup>, banquiers.  
CHAUVITEAU, juge au tribunal de commerce de Paris, associé de la maison Chauviteau et C<sup>ie</sup>, banquiers.  
DARBLAY (A.), négociant, membre du conseil-général de la Seine, de la chambre de commerce et du conseil supérieur d'agriculture.  
PIERON (F.), banquier, membre du conseil-général du département de la Seine, de la chambre de commerce, et juge au tribunal de commerce de Paris.  
GAILLETON, négociant, juge au tribunal de commerce de Paris.

GAILLARD (V.), propriétaire, juge au tribunal de commerce de Paris.  
HAAS, propriétaires.  
LEBOUX, négociant, membre du conseil d'escrime de la Banque de France, ancien juge au tribunal de commerce de Paris.  
MICHAUD (B.), négociant, membre du conseil-général du département de la Seine, ancien juge au tribunal de commerce de Paris.  
MICHEL (J.-C.), propriétaire, membre de la chambre de commerce de la Seine, ancien juge au tribunal de commerce de Paris.  
SIXIER, propriétaire.  
SOUTHEAUX, membre du conseil d'escrime de la Banque de France, associé de la maison Southeaux et C<sup>ie</sup>, négociants.  
THOREAU, négociant ancien juge au tribunal de commerce de Paris.  
MICHEL SAMUEL, directeur-adjoint.

A. LÉGER, directeur.

Une nouvelle Compagnie anonyme d'assurance contre l'incendie vient d'être formée à Paris, sous le titre de LA FRANCE.  
Le capital de la société est de dix millions de francs; LES ACTIONS SONT PLACÉES EN TOTALITÉ.  
La Compagnie assure dans tout le royaume et à l'étranger les propriétés que le feu peut détruire ou endommager, telles que bâtiments mobiliers, marchandises, récoltes et bestiaux.  
Elle organise en ce moment ses agences dans les départements.  
S'adresser pour les renseignements à la direction de la Compagnie, rue de Richelieu, 107.

### OMNIBUS-RESTAURANTS.

Le premier restaurant de la Société est ouvert rue Neuve-Vivienne, 25. Il y a foule et si grande foule que les personnes qui y sont allées en un seul jour, faute de place pour dîner. Les autres services se succèdent rapidement.

Les actions de la 2<sup>e</sup> série ne sont encore qu'à 60 fr., leur prix d'émission. Bientôt la souscription sera fermée. Pour souscrire, s'adresser à M. de Botheval, rue de Navarin, 11, de 3 à 5 h. Il tire sur les personnes de province, qui le désirent, le prix des actions, où elles lui envoient leurs fonds en échange des actions.

### SPECIALITÉ CONTRE LA GRIPPE.

LE SIROP DE LAIT D'ANESSE, PAR NICARD.

Est employé avec le plus grand succès par les premiers médecins de Paris pour la guérison de cette maladie ainsi que les rhumes les plus opiniâtres et toutes les maladies de poitrine. Prix: 6 fr. le flacon, et 3 fr. le demi flacon aux pharmacies Nicard, rue St-Lazare, 80; et Pelletier, rue St-Honoré, 35, à Paris.

LA PÂTE PECTORALE DE MOU DE VEAU, de Dégé-

nettes, pharmacien, rue St-Honoré, 327, très efficace contre les rhumes, se vend 2 fr. et 1 fr. 25 c. la boîte. C'est par erreur que nous l'avons annoncée à 1 fr. et 1 fr. 25 centimes.

À 80 CENTIMES LE DEMI KILO.

GRAINES de betteraves blanches à sucre, garanties. On modifiera le prix suivant la quantité demandée. S'adresser à M. Guffin Grand et comp., fabricant de sucre indigène à Bourgoin (Isère).

### ANNONCES JUDICIAIRES.

A VENDRE, par adjudication volontaire, en la salle de la mairie de la commune d'Herblay, canton d'Argenteuil (Seine-et-Oise).  
Le dimanche, 5 mars 1837, heures de midi, par le

ministère de M<sup>re</sup> BERNARD, notaire audit Argenteuil. 50 arpents environ de prairie, dont la plus grande partie, contenant à elle seule plus de 30 arpents, formant au milieu de la Seine une île parfaitement boisée sur ses rives, et qui sert de remède à une quantité considérable de gibier de toute espèce; cette partie convient parfaitement à un amateur de chasse. La forêt de St-Germain se présente en amphithéâtre sur la rive gauche en face de l'île, et du côté droit du fleuve se trouve situé le surplus de la propriété divisé en plusieurs lots, le tout situé tant sur la commune d'Herblay que sur celle de la Frette.

S'adresser, pour avoir des renseignements, audit M<sup>re</sup> BERNARD, notaire, dépositaire des titres, et d'un plan fort exact de la propriété.

A VENDRE A L'AMABLE, par le ministère même notaire, Trois maisons de produit, situées à Versailles, dans l'un des plus beaux quartiers de cette ville.

## CODE DU DUEL,

Par M. le comte de CHATEAUVILLARS,

Signé et approuvé par MM. les Maréchaux, Pairs de France, Lieutenants-Généraux, Colonels, etc. etc.

Deuxième édition avec Commentaires,

Au profit des Pauvres, chez BOHAIRE, Boulevard des Italiens, et DELAUNAY, Palais-Royal. Prix: 7 f. 50 c.

### FEUILLE DE COMMERCE.

PARIS, 11 février.

SAVOY — Marseille, bleu pâle, 100 kil., 17 1/2 0/0, 120 — Blanc, 10 1/2 0/0, 150.  
HUILE — (hors barrière), 160 kil., 9 0/0 — Olive commune, 175 — Fine vieille, 200 — Surfine vieille, 180 à 200 — Nouvelle, 210 à 215.  
COLZA — La tonne d'un hect. 100 à 110.  
ORILLÈTE — Commune, 105 à 105 — Bon ord., 110 à 121.

LE HAVRE, 10 février.

VENTES.

COTON — 285 B. Louisiane, de 1 1/2 à 1 3/4 1/2. — 99 dito Géorgie, C. S. de 1 1/2 à 2 1/2. — 102 Floride, de 1 1/2 1/2. — Total 381.

CAFFÉ — 108 sacs Havane petit marchand par Vol. 105, 68 3/4. — 103 dito dit marchand dit, 70. — 112 dito Haïti, ord. à bon ord., 55. — 25 dito Bahia, ord., 55.

SPECTACLES DU 12 FÉVRIER.

OPÉRA. — La Camaraderie.  
FRANÇAIS. — L'Ambassadeur.  
OPÉRA-COMIQUE. — L'Ambassadeur.  
COMÉDIE-FRANÇAISE. — Le Muet, Molière et C<sup>ie</sup>, M<sup>re</sup> de Valdunay.  
VAUDEVILLE. — La Camaraderie, le Muet, André, le Roi, Variétés. — Le Chevalier, Carmagnole, Mafloren.